

Pas de vagues du #Pasdevague chez nous, alors que la violence à l'école existe aussi

Il y a peu de faits de violence grave envers les profs chez nous. Mais les agressions mineures, elles, sont peu visibles. Et n'ont pas provoqué de #pasdevague comme en France.

NATHALIE BAMPIS

Ce week-end, la vidéo d'un élève menaçant sa prof avec une arme factice dans un lycée de Créteil (Val-de-Marne) a suscité l'indignation. Sur Twitter, les enseignants se sont lâchés, créant un nouveau hashtag #pasdevague, pour dénoncer les multiples violences qu'ils subissent à l'école, brisant la loi du silence des directions. Devenu viral – on parle de dizaines de milliers de tweets – le hashtag a-t-il fait des petits en Belgique? Pas vraiment. Et cela n'étonne pas outre mesure le responsable de la page Facebook Enseignons.be, la plateforme phare de la communauté enseignante en Bel-

gique francophone. «Chez nous, les enseignants sont plus frileux à étaler les problèmes qu'ils rencontrent en classe, et ils brident bien plus leur parole qu'en France», estime Jonathan Fischbach, le responsable d'Enseignons.be.

Sur le mur d'Enseignons.be, peu d'enseignants ont réagi. «Mais j'ai reçu une bonne dizaine de témoignages

en message privé», dit le responsable. Ce silence ne masque pas le fait que la violence envers les profs à l'école est bel et bien une réalité en Belgique. Dégradation de leur matériel, harcèlement moral via les réseaux sociaux, violences physiques, verbales, sexuelles, tout y passe.

Comme en témoigne Laura (prénom d'emprunt), prof de français dans la section professionnelle dans un athénée bruxellois. «L'an dernier, j'ai subi des violences physiques et verbales de la part des élèves durant toute l'année. Un élève m'a frappée dans l'escalier, il a été sanctionné. Mais pour d'autres faits la direction n'a rien fait.

J'ai été insultée, on me traitait de pute, de salope. Les élèves m'ont parfois coincée dans un coin de la classe. Un collègue s'est fait agresser par teaser à la sortie de l'école, un autre a reçu une lime sur la tête dans son atelier. Dans cette école, les élèves ne communiquent que par l'agressivité et la violence...»

La jeune femme a tenu bon, et enseigne aujourd'hui dans un autre athénée. Plus sereinement, alors que le public y est aussi défavorisé. «J'ai terminé l'année, mais j'ai failli arrêter là ma carrière. Finalement, j'ai postulé ailleurs. Il ne faut pas généraliser, cela ne se passe pas comme cela partout. Dans la plupart des écoles, les limites sont claires et les élèves cadrés. Mais

dans cet athénée, le préfet était débordé par ses soucis administratifs et peu présent pour les équipes éducatives. Du coup, les élèves pensaient à chaque fois qu'ils avaient gagné...»

Pourquoi les profs en Belgique passent-ils sous silence ces événements? Un inspecteur a une première piste de réflexion: «Quand ils atterrissent dans des écoles difficiles, avec un public très défavorisé et violent, les profs s'attendent à ce que cela se passe comme ça. Du coup, pourquoi en parler? Ils encaissent...»

Concurrence

Jonathan Fischbach, lui, a un autre avis. Selon lui, c'est la concurrence entre réseaux et entre écoles (qui n'existe pas en France) qui provoquerait le silence des profs. Et/ou de leur direction... «Il peut y avoir une peur de faire des vagues, de porter atteinte à la réputation de l'école, ou du réseau. Dans la logique du 'ce qui ne se sait pas ne peut pas faire du tort'».

Pour Jonathan Fischbach, les parents et les élèves adoptent parfois le comportement du «client roi» dans un contexte concurrentiel entre écoles. D'où la perte de respect envers les profs, qui subissent aussi la colère des parents. Comme cet enseignant qui a vu un jour sa voi-

ture vandalisée à la sortie de l'école... Les enseignants – seuls face à leur classe – craignent aussi parfois de montrer leur faiblesse, d'avouer devant les collègues qu'ils n'ont pas su gérer. Et pour autant que la relation de confiance avec la direction ne soit pas bonne, ils se taisent.

Des procédures existent pourtant pour aider les enseignants à s'en sortir. Ils peuvent faire appel à une assistance psychologique et juridique au sein de l'administration. Il existe aussi un numéro vert Assistancess Écoles, et les enseignants peuvent demander une réaffectation prioritaire en cas de gros problème.

Les demandes restent peu nombreuses: 25 en 2015 et 2016, 18 en 2017, 4 réaffectations en 2015, 8 en 2016 et 7 en 2017. «Mais ces statistiques sont la partie visible de l'iceberg», nuance Joseph Thonon, de la CGSP-Enseignement. Les faits d'agressions graves sont rares, mais la violence quotidienne, elle, reste silencieuse...»

«J'ai été insultée, on me traitait de pute, de salope. Les élèves m'ont parfois coincée dans un coin de la classe.»

LAURA
ENSEIGNANTE